

L'Allemagne, un modèle imparfait

Par [Caroline Bruneau](#) Mis à jour le 23/11/2011 à 14:42 | publié le 22/11/2011

L'Allemagne fait figure de modèle pour les dirigeants politiques. Pourtant la vérité économique est parfois très différente des discours officiels. Tour d'horizon de quelques contre-vérités sur l'Allemagne.

« Je pense que nous, Français, nous ferions bien de nous inspirer du modèle allemand en termes de croissance économique » - Jean-François Copé, 30 avril 2010 sur France 24.

La croissance allemande n'est pas garantie et montre des signes de faiblesse. « La croissance de l'Allemagne ne peut venir que des exportations, dont 60 % vont vers les autres pays européens. Une crise économique durable des partenaires économiques conduirait à une situation très difficile en Allemagne aussi, ce qui est le scénario le plus probable et qu'annoncent les derniers indicateurs », explique Patrick Artus chez Natixis. [La croissance ralentit outre-Rhin](#) avec une progression du PIB de seulement 0,5 % au troisième trimestre et il n'est pas exclu que le PIB recule au quatrième trimestre. En France, la croissance devrait être nulle, au quatrième trimestre, selon la Banque de France.

« Il faut aller vers la convergence fiscale franco-allemande » - François Fillon, 22 septembre 2011.

La convergence fiscale vers l'Allemagne est le [leitmotiv des dirigeants français](#). Pourtant, la situation fiscale allemande n'est pas très différente de celle de la France. L'imposition sur les sociétés est de 33 % en France, de 29,83 % outre-Rhin. En 2009, le taux d'imposition des sociétés était encore de 39%, c'est-à-dire le taux le plus élevé d'Europe. En ce qui concerne les PME, le taux d'imposition est de 15 % en France, contre 20 % en Allemagne. Pour les particuliers, le taux d'imposition maximum atteignait les 42 % en Allemagne, un taux qui va baisser avec l'allègement fiscal de 6 milliards votés il y a un mois.

« Les Allemands sont traumatisés par l'hyperinflation ».

L'explication classique donnée à la crainte des Allemands de voir le retour de l'inflation est « le traumatisme de l'hyperinflation » de 1923. Ce refus de l'inflation est pourtant pragmatique. Les ménages allemands [épargnent plus que les ménages français](#), 17,4 % de leurs revenus contre 15,26 %. Outre-Rhin, la retraite privée par capitalisation est soutenue par l'État, et garantit une rente aux retraités. L'État ne finance que la retraite des plus pauvres. Les Allemands vieillissants sont encouragés à épargner pour les aider lorsqu'ils seront dépendants. C'est pour protéger cette épargne que Berlin a peur de l'inflation, qui obérerait le pouvoir d'achat des épargnants. Sur les six derniers mois, l'inflation en Allemagne a dépassé les 2,4 %, atteignant même 2,6 % en septembre sur un an.

« Tous les moyens sont prioritaires pour réduire la dette et se tenir aux limites imposées par les traités » - Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemands, janvier 2010.

La dette allemande est la plus élevée de tous les pays européens. Avec 1700 milliards d'euros, elle représentait 83,2 % du PIB, début 2011, plus que les 60 % autorisés par le traité de Maastricht. Même si les recettes fiscales ont augmenté plus vite que prévu et que le déficit public est maîtrisé, les perspectives d'évolution du poids de la dette ne sont pas bonnes : « Un taux d'endettement public supérieur à 60 % du PIB pendant de nombreuses années » se profile, et ce même sans une aggravation de la crise de la dette publique en zone euro, s'inquiétait la Bundesbank. L'Allemagne n'est pas le modèle qu'elle clame être, soulignait [le magazine allemand Spiegel](#) : « Les Pays-Bas (64,2 %) ou la

Finlande (49 %) ont plus le droit à se présenter comme le champion de discipline.» En 2012, l'Allemagne fera 26 milliards de nouvelles dettes, a annoncé le ministre des Finances. Le montant de la dette allemande inquiète le président de l'Eurozone, Jean-Claude Juncker : « L'endettement de l'Allemagne est plus élevé que celui de l'Espagne (69,6%). Seulement, ici personne ne veut le savoir », a-t-il déclaré à Berlin le 16 novembre.

« En Allemagne, tous les étudiants font un apprentissage » - Valérie Pécresse, le 21 novembre sur RTL.

L'apprentissage est un des piliers de l'enseignement supérieur outre-Rhin. Mais seuls 2/3 des adolescents sont concernés : ceux qui choisissent l'Université ne font pas d'apprentissage. Parmi ceux qui sont dans la filière professionnelle, 54 % trouvent une place en entreprise comme apprenti. 16 % décident de reprendre des études, 5 % commencent un emploi non qualifié. 18 % d'entre eux sortent de tout système scolaire entre l'âge de 16 et 18 ans. Ces jeunes adultes n'ont qu'un équivalent brevet. C'est un paradoxe : les entreprises, confrontées au vieillissement rapide de la population, cherchent des apprentis, mais ces jeunes, mal formés dans les collèges professionnels où ils ont été orientés à l'âge de 11 ans, ne correspondent pas aux critères des recruteurs. Les apprentis constituent une [catégorie d'employés sous-payée](#) : une apprentie coiffeuse gagne moins de 300 euros par mois. Le salaire moyen d'un apprenti allemand est de 600 euros par mois. En France, [le salaire d'un apprenti varie](#) de 341,25 euros (la première année de formation pour les moins de 18 ans) à 1064,70 euros (troisième année pour les plus de 21 ans).

« Il est clair que l'Allemagne a accompli un excellent travail au cours des dix dernières années, améliorant sa compétitivité, exerçant une forte pression sur ses coûts de main-d'œuvre. » - Christine Lagarde, ministre de l'Économie française, 15 mars 2010.

Le chômage allemand a baissé en Allemagne, revenant de 9,5 % en 2005 à 6,5 %. Si la croissance a aidé à la création d'emploi, ce taux de chômage cache aussi un système qui a recours au travail à temps partiel et aux « mini-jobs ». « Le rebond de l'emploi a été accompagné par un accroissement du poids des services, qui utilise plus de temps partiel et payent ses employés moins que le secteur industriel », analyse la BNP. L'absence de salaires minimum dans le secteur des services permet aux employeurs de payer les travailleurs moins de 5 euros de l'heure. Selon l'institut du travail de Duisbourg, [l'Allemagne compte 6,5 millions de salariés pauvres](#), qui touchent moins de 10 euros de l'heure. Deux millions de personnes perçoivent un salaire inférieur à 4 euros de l'heure, soit 720 euros par mois pour un emploi à temps plein.